

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/005085]

**11 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution de l'article 79 du décret-programme du 20 décembre 2023 portant diverses dispositions accompagnant le budget initial 2024**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret-programme du 20 décembre 2023 portant diverses dispositions accompagnant le budget initial 2024, l'article 79 ;

Vu le « test genre », réalisé le 6 février 2024 en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>er</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 mars 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mars 2024 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 5 avril 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 76.093/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 5 avril 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la nécessité de mobiliser le plus rapidement possible l'enveloppe budgétaire de 4,4 millions d'euros affectée à la connectivité externe des écoles, en application de l'article 79 du décret-programme précité ;

Sur la proposition du Ministre-Président et du Ministre qui a l'informatique administrative dans ses attributions ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> « Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française ;

2<sup>o</sup> « décret » : le décret-programme du 20 décembre 2023 portant diverses dispositions accompagnant le budget initial 2024 ;

3<sup>o</sup> « implantations scolaires » : implantations de l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance, ordinaire et spécialisé, implantations scolaires de l'enseignement fondamental, maternel et primaire ordinaire et spécialisé, centres psycho-médico-sociaux, implantations d'enseignement secondaire à horaire réduit, dont l'enseignement artistique, internats, implantations d'enseignement de promotion sociale, organisés ou subventionnés par la Communauté française ;

4<sup>o</sup> « travaux de connectivité externe » : travaux visant la mise à disposition d'une connexion Internet;

5<sup>o</sup> « zone de couverture habituelle » : zone géographique couverte par un ou plusieurs opérateurs fournisseur d'accès à l'internet et ne nécessitant pas de travaux d'infrastructure afin de mettre à disposition une connexion Internet.

**Art. 2.** En application de l'article 79 du décret, le Gouvernement octroie, dans la limite des moyens budgétaires disponibles, un financement aux pouvoirs organisateurs pour leurs implantations scolaires en vue de prendre en charge les coûts des travaux de connectivité externe des établissements qu'ils organisent.

**Art. 3.** Le financement visé à l'article 2 s'établit comme suit :

1<sup>o</sup> pour les établissements non connectés selon les exigences techniques définies à l'article 4 et situées dans une zone de couverture habituelle, un montant maximum de 500 € par implantation est alloué à concurrence des frais encourus et sur la base d'une remise des pièces justificatives ;

2<sup>o</sup> pour les établissements non connectés selon les exigences techniques définies à l'article 4 et situés en dehors d'une zone de couverture habituelle et à qui sont réclamés des frais compris entre 500 et 5000 €, un montant maximum de 5000 € par implantation est alloué à concurrence des frais encourus et sur la base d'une remise de pièces justificatives ;

3<sup>o</sup> pour les établissements non connectés selon les exigences techniques définies à l'article 4 et situés en dehors d'une zone de couverture habituelle, et à qui sont réclamés des frais supérieurs à 5000 €, un montant de 5000 € forfaitaire par implantation est alloué. Une majoration de ce montant peut être allouée à concurrence du solde des frais encourus et calculée proportionnellement en fonction, du montant total des soldes de frais encourus, et des moyens disponibles restants après octroi des allocations visées aux 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, et à la partie forfaitaire du présent point.

**Art. 4.** Afin de pouvoir prétendre au financement visé par le présent arrêté, les pouvoirs organisateurs doivent respecter les conditions cumulatives suivantes :

1<sup>o</sup> s'engager à respecter la législation relative aux marchés publics, notamment la loi du 17 juin 2016 ;

2<sup>o</sup> la bande passante demandée est de minimum 500 MB par tranche entamée de 400 élèves avec possibilité de majoration ultérieure ;

3<sup>o</sup> privilégier des connectiques terrestres de type « fibre optique », la ou les technologies utilisées pour répondre aux critères restant au libre choix du pouvoir organisateur ;

4<sup>o</sup> les pouvoirs organisateurs choisissent, à solutions techniques et de support raisonnablement équivalentes, la solution technique économiquement la plus intéressante. A cet égard, ils excluent toute offre dont le montant démontre que la solution technique et de support proposée n'est pas économiquement la plus raisonnable et intéressante.

En cas de non-respect d'une ou de plusieurs de ces conditions, les services du Gouvernement en informent le pouvoir organisateur qui dispose d'un délai de 20 jours ouvrables pour modifier sa demande. A défaut, le Gouvernement refuse la demande.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Les demandes introduites en vue de l'octroi d'un financement doivent être introduites, au plus tard, le 1<sup>er</sup> octobre 2024 et contenir au minimum un descriptif des travaux à réaliser, ainsi qu'une estimation du coût de ceux-ci.

§ 2. Les demandes de liquidation du financement doivent être introduite au plus tard le 31 décembre 2024 et contenir au minimum :

1° une preuve de la consultation de minimum trois prestataires ou de publication de l'appel d'offre ou de l'adhésion à une centrale de marché ou de l'attribution ultérieure d'un marché cadre permettant de connecter l'implantation visée ;

2° la décision motivée d'attribution du marché ou d'acceptation de la facture ou d'adhésion à une centrale de marché. Cette décision démontre le respect des conditions énoncées à l'article 4 ;

3° une copie de la facture acceptée ;

§ 3. Les demandes de financements et de liquidations devront être introduites au sein du service du Gouvernement, qui sera précisé par circulaire.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 11 avril 2024.

**Art. 7.** Le Ministre-Président et le Ministre qui a l'informatique administrative dans ses attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 avril 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports  
et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des Chances  
et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2024/005085]

**11 APRIL 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van artikel 79 van het Programmadecreet van 20 december 2023 houdende diverse bepalingen bij de initiële begroting 2024**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het programmadecreet van 20 december 2023 houdende diverse bepalingen bij de begroting 2024, artikel 79;

Gelet op de « gendertest » van 6 februari 2024 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 maart 2024;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 29 maart 2024;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 5 april 2024 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 76.093/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 5 april 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de noodzakelijkheid om zo snel mogelijk de budgettaire enveloppe van 4,4 miljoen euro te mobiliseren die is toegewezen aan de externe connectiviteit van scholen, overeenkomstig artikel 79 van bovengenoemd programmadecreet;

Op de voordracht van de Minister-president en de Minister belast met administratieve informatica;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Regering" : de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° "decreet" : het programmadecreet van 20 december 2023 houdende diverse bepalingen bij de initiële begroting 2024;

3° "schoolvestigingen": vestigingen van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs met volledig leerplan en alternerend, schoolvestigingen van het gewoon en gespecialiseerd basis-, kleuter- en lager onderwijs, psycho-medico-sociale centra, vestigingen voor het secundair onderwijs met beperkt leerplan, met inbegrip van het kunstonderwijs, de internaten, de vestigingen van het onderwijs voor sociale promotie, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

4° "externe connectiviteitswerkzaamheden": werkzaamheden gericht op het leveren van een internetverbinding;

5° "gewone dekkingszone": geografische zone die door een of meer operatoren die een toegang tot internet levert (ren) wordt gedekt en waarvoor geen infrastructuurwerken nodig zijn om een internetverbinding beschikbaar te maken.

**Art. 2.** Overeenkomstig artikel 79 van het decreet kent de regering, binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen, een financiering toe aan de inrichtende machten voor hun schoolvestigingen om de kosten te dekken van externe connectiviteitswerkzaamheden voor de inrichtingen die zij organiseren.

**Art. 3.** De financiering bedoeld in artikel 2 gebeurt als volgt :

1° voor de inrichtingen die niet geconnecteerd zijn volgens de technische vereisten bepaald in artikel 4 en die zich in een gewone dekkingszone bevinden, wordt een maximumbedrag van 500 euro toegekend per vestiging ten belope van de gemaakte kosten en op basis van overlegging van bewijsstukken;

2° voor de inrichtingen die niet geconnecteerd zijn volgens de technische vereisten bepaald in artikel 4 en die zich buiten een gewone dekkingszone bevinden, en aan wie kosten tussen de 500 euro en 5.000 euro worden vereist, wordt een maximaal bedrag van 5.000 euro per vestiging toegerekend op basis van de gemaakte kosten en op basis van overlegging van bewijsstukken;

voor de inrichtingen die niet geconnecteerd zijn volgens de technische vereisten bepaald in artikel 4 en die zich buiten een gewone dekkingszone bevinden en aan wie kosten hoger dan 5000 euro worden vereist, wordt een forfaitair bedrag van 5000 euro per vestiging toegekend. Een verhoging van dit bedrag kan worden toegekend ten belope van het saldo van de gemaakte kosten en evenredig worden berekend op basis van het totale bedrag van het saldo van de gemaakte kosten en de resterende beschikbare middelen na toekenning van de vergoedingen bedoeld in 1°, 2° en aanhet forfaitaire gedeelte van dit punt.

**Art. 4.** Om in aanmerking te komen voor de financiering waarnaar in dit besluit wordt verwezen, moeten de inrichtende machten voldoen aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° zich ertoe verbinden de wetgeving inzake overheidsopdrachten na te leven, in het bijzonder de wet van 17 juni 2016;

2° de vereiste bandbreedte is minimaal 500 MB per begonnen schijf van 400 leerlingen met de mogelijkheid van een latere verhoging ;

3° de voorkeur geven aan terrestrische verbindingen van het type "glasvezel", waarbij het aan de inrichtende macht wordt overgelaten welke technologie(ën) wordt/worden gebruikt om aan de criteria te voldoen;

4° de inrichtende machten kiezen de economisch meest aantrekkelijke technische oplossing, gegeven redelijk gelijkwaardige technische en ondersteunende oplossingen. In dit opzicht sluiten ze elke offerte uit waarvan het bedrag aantoont dat de voorgestelde technische en ondersteuningsoplossing economisch gezien niet de meest redelijke en interessante is.

Indien aan een of meer van deze voorwaarden niet wordt voldaan, zullen de diensten van de Regering de inrichtende macht hiervan op de hoogte brengen, die 20 werkdagen de tijd heeft om haar verzoek te wijzigen. Zo niet, dan zal de regering het verzoek weigeren.

**Art. 5. § 1.** De aanvragen die ingediend worden voor de toekenning van een financiering moeten uiterlijk op 1 oktober 2024 worden ingediend en ten minste een beschrijving van de uit te voeren werkzaamheden en een schatting van de kosten bevatten.

§ 2. De aanvragen om vereffening van de financiering moeten uiterlijk op 31 december 2024 worden ingediend en moeten ten minste het volgende bevatten :

1° het bewijs dat er ten minste drie dienstverleners zijn geraadpleegd, of dat de aanbesteding is gepubliceerd, of dat het bedrijf zich heeft aangesloten bij een opdrachtcentrale, of dat er vervolgens een raamcontract is gegund om de betreffende vestiging aan te sluiten;

2° de gemotiveerde beslissing om de overheidsopdracht te gunnen, de factuur te accepteren of zich bij een opdrachtcentrale aan te sluiten. Dit besluit toont aan dat aan de voorwaarden van artikel 4 is voldaan;

3° een kopie van de geaccepteerde factuur ;

§ 3. De financierings- en vereffeningsaanvragen moeten worden ingediend bij de dienst van de Regering, die in een omzendbrief zal worden vermeld.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 11 april 2024.

**Art. 7.** De Minister-president en de Minister belast met de administratieve informatica zijn elk wat hem betreft belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 april 2024.

Voor de regering :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport  
en Onderwijs voor sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen  
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/006983]

21 MAART 2024. — Ordonnantie tot oprichting van een gegevensbank genaamd. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 70 van 29 maart 2024 bladzijde 38936, moet de volgende correctie worden aangebracht:

In artikel 3 § 1, lees in de Nederlandse tekst "regelgeving" in plaats van "regeling".

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/006983]

21 MARS 2024. — Ordonnance relative à la création d'une banque de données dénommée talentAnalytics.brussels. — Erratum

Au *Moniteur belge* n°70 du 29 mars 2024, page 38936, il y a lieu d'apporter la correction suivante :

A l'article 3 § 1<sup>er</sup>, dans le texte néerlandais, il y a lieu de lire «  
regelgeving » au lieu de «  
regeling ».